

DIMINUTION DU SALAIRE DES FONCTIONNAIRES

Camarades, son Excellence le Président de la République du Sénégal a dit clairement qu'il envisageait de diminuer les salaires des fonctionnaires. Il a donné ses raisons.

Depuis lors le Syndicat AUTONOME de Enseignants du Supérieur (SAES), comme la plupart des autres syndicats, ne s'est pas prononcé sur la question (peut être qu'il envisage de le faire, mais quand ?) !!!

Nous ne devons pas attendre que le projet de loi soit voté et que les ponctions (sûrement 10 % pour les Enseignants d'Université) commencent pour nous mettre à sortir des déclarations ou à manifester. C'est maintenant que nous devons parler ou nous taire pour toujours et laisser l'Etat dérouler son plan d'action dont nous ignorons sûrement une grande partie.

Si j'ai fait confiance au SAES pour en être membre et aller jusqu'à cotiser dix mille francs CFA par mois, ce n'est pas embourgeoiser certains collègues, mais pour la bonne marche du SAES afin qu'il puisse prendre toutes les dispositions nécessaires pour défendre les intérêts des enseignants du supérieur.

A l'Université, nous avons fait et devons faire, confiance à certains d'entre nous pour nous diriger et nous REPRESENTER auprès des autorités. Mais ces membres de bureau, de section ou national, ne doivent pas nous prendre en otage, ils se doivent de véhiculer nos points de vue, discutés dans les AG de section et coordonnées dans les réunions du Bureau National.

J'estime que mes intérêts sont entrain d'être menacés par les mesures que le Chef de l'Etat compte prendre.

Les différentes sections syndicales du SAES (EPT, ESP, FAST, Droit, UGB, etc.) doivent donc se réunir le plus rapidement possible pour se prononcer sur cette importante question.

Ainsi si la majorité des camarades sont d'accord pour que leur salaire soit diminué, les autres se plieront.

Par contre si la base est majoritairement contre cette mesure, elle demanderait aux bureaux de sections de saisir par écrit le Bureau National (BN) pour qu'il dise clairement au Gouvernement que les Enseignants du Supérieur ne sont pas d'accord avec la mesure qu'il envisage de prendre.

Il serait demandé aussi au BN de saisir parallèlement l'UNSAS (notre Centrale Syndical) pour l'informer en vue éventuellement d'une action concertée avec les autres syndicats.

Un plan d'action pourrait être dégagé et annoncé par l'UNSAS au niveau national, ce qui pourrait peut être faire reculer l'Etat.

En espérant que le SAES se prononcera enfin, clairement et rapidement, sur la situation très difficile que traverse notre pays, je vous prie de recevoir, chers camarades, mes salutations militantes.

**Dr. Salif GAYE,
Militant Apolitique SAES**